

intérêts et dividendes. Voici comment la situation est résumée dans le document:

... le Canada a accumulé depuis 1975 dans son compte courant un déficit qui se situe entre 3.8 et 4.8 milliards de dollars, alors qu'il avait réussi à maintenir un équilibre élémentaire entre 1971 et 1973. Le déficit qu'il a enregistré en 1977 est essentiellement dû à quatre problèmes précis.

Non seulement c'est encore vrai, mais c'est plus vrai que jamais. L'article poursuit:

Un déficit de 11 milliards sur les produits finis dans le compte du commerce extérieur, de 3.5 milliards dans celui des services, de 2.2 milliards dans celui d'autres services, et de 1.6 milliard dans celui des voyages à l'étranger.

Tous ces déficits ont augmenté en 1978 au lieu de diminuer. Puis le document traite de la fuite des capitaux d'investissement qui fait naître au Canada une situation extrêmement dangereuse.

Voilà notre problème auquel le gouvernement refuse de s'attaquer. Que nous a répondu le ministre des Finances lorsque nous l'avons interrogé à propos de tout l'argent qu'il emprunte à l'étranger? Il a dit: «Nous empruntons parce que les provinces n'empruntent pas autant qu'auparavant». En d'autres termes, il encourageait les provinces et les municipalités à emprunter à l'extérieur du pays. Quand j'étais ministre des finances à Terre-Neuve, on nous conseillait exactement le contraire...

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Je me rappelle quand ces messieurs d'Ottawa disaient au gouvernement terre-neuvien de ne pas emprunter à l'étranger car c'était trop dangereux, et qu'avec un déficit de 200 millions de dollars il ne fallait pas emprunter davantage. Les voilà avec un déficit de 12 milliards de dollars, eux, les pires gestionnaires de l'économie canadienne qu'ont ait jamais vus, qui nous donnent ce conseil. Ils conseillent maintenant aux provinces canadiennes d'emprunter tant qu'elles peuvent à l'étranger, d'épargner notre dollar au nom du ciel, de ne pas emprunter au Canada, de s'adresser à l'étranger sans se soucier du taux de change.

Voici un de leurs propres documents, publié par M. Fullerton, un partisan des Libéraux, sous le titre «Quebec's Access to Financial Markets». Il montre à la page 9 que sur la dette des provinces qui s'élève à 70.4 milliards de dollars, 43 p. 100, c'est-à-dire 30 milliards, est déjà dû à l'extérieur du pays; il fait remarquer que le Québec, dont la dette totale se chiffre à 17 milliards de dollars, devra, en raison de la proportion des fonds qu'il a empruntés à l'extérieur du pays, compter 19 milliards pour rembourser sa dette.

En raison de la faiblesse du dollar canadien et de la mauvaise administration de notre gouvernement, le Québec et les autres provinces devront rembourser quatre fois les sommes qu'ils avaient empruntées il y a quelques années aux États-Unis, en Suisse et en Allemagne de l'Ouest. Voilà le danger. Le gouvernement ne s'en soucie guère.

Dans son rapport, M. Fullerton signale le fait suivant:

C'est ainsi que le remboursement de la dette du Québec, qui représente 17 milliards de dollars si l'on se fonde sur les montants reçus en dollars canadiens, coûterait, au taux de change actuel, 19 milliards de dollars canadiens. La baisse du taux de change influe également sur les taux d'intérêt, ce qui a eu pour conséquence d'accroître de quelque 200 millions de dollars le coût nominal de l'intérêt sur la dette directe et garantie du Québec pour le porter à son niveau actuel d'environ 1.5 milliard... mais les événements récents soulignent le danger qu'il y a à emprunter à l'étranger.

Ces messieurs clament que s'ils empruntent à l'étranger, c'est que les gouvernements provinciaux et les administrations municipales ne le font pas suffisamment. Ils disent en fait aux

Le dollar canadien

gouvernements provinciaux: Empruntez davantage à l'étranger. Ils ont maintenant pour politique d'inciter les Canadiens à emprunter à l'étranger pour sauver leurs biens. Nous devons 106 milliards de dollars à l'étranger, soit 53 milliards net. Savez-vous, monsieur l'Orateur, qu'en 1977, la dette nette de notre pays à l'égard des pays étrangers a augmenté de 18.2 milliards, qu'il a déjà fallu 15 ans pour atteindre ce montant, et on veut nous faire emprunter davantage.

● (2040)

Quand ils n'empruntent pas à l'étranger, ils veulent que les particuliers, les compagnies, les gouvernements provinciaux et les municipalités prennent tous les risques des fluctuations du change, risques énormes que nous avons démontrés, alors que le dollar canadien a perdu 40 p. 100 de sa valeur par rapport au mark allemand et 40 p. 100 ou 50 p. 100 de sa valeur par rapport au franc suisse ou quelle que soit la devise suisse. Un emprunt effectué il y a cinq ou dix ans coûterait deux ou trois fois plus cher à rembourser. Ils nous conseillent aujourd'hui d'aller emprunter à l'étranger pour camoufler leurs erreurs.

Nous n'avons pas beaucoup de temps pour parler ici. Les membres du conseil des réfugiés économiques ne sont même pas ici pour parler ce soir. Où sont-ils? Où est le président du conseil des réfugiés économiques? Où est le ministre de l'Industrie et du Commerce? Ils ont honte de venir ici. Où est le ministre des Finances? Il est parti à Washington. Où est le ministre du Revenu national et le ministre d'État (petite entreprise)? Il a fui. Où sont leurs ministres économiques?

Une voix: Où est votre chef?

M. Crosbie: Où est le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Allmand)? Il n'est même pas tout là, et il n'est certes pas tout ici. Où sont leurs prévisions, leurs prévisions inexactes? Qui peut croire les visions, comme je les appelle, du ministre des Finances? Ce ne sont pas des prévisions, mais des visions! Il dit que nous allons avoir un taux de croissance de 5 p. 100. Soudain celui-ci se révèle être de 4 p. 100, puis ensuite en fait de 3 p. 100. Il dit que nous allons avoir un surplus au compte courant de cinq milliards pour le commerce des marchandises et il dit ensuite quatre milliards. Puis le chiffre se révèle être de 3.5 milliards. Il dit que le taux d'inflation va être de 6 p. 100. Puis il l'a changé à 7 p. 100, mais il s'est révélé être de 9 p. 100. Il a dit que, cette année, il va être de 6 p. 100. Puis il a dit qu'il serait de 7 p. 100, et il va maintenant être de 7.5 p. 100. C'est le ministre des Finances du Canada. Il est surprenant que le dollar canadien vaille encore quelque chose.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Si le gouvernement avait encore un peu de dignité, il démissionnerait sur-le-champ. Le gouverneur Bouey ne peut traiter que les symptômes du mal. Si l'on veut traiter la cause du mal, c'est aux Canadiens qu'il faut s'adresser. Ce sont les seuls qui peuvent le faire. Ils peuvent extraire cette tumeur. Ils peuvent amputer cette incompétence, cette incurie, cette arrogance, cette engeance qui a plongé le Canada dans la pire crise économique de son histoire. Les Canadiens peuvent le faire. Si le gouvernement a encore un peu de courage, il devrait demander l'opinion des Canadiens dès maintenant. Au lieu de contempler ce qui reste du Canada et d'étudier les sondages Gallup, les sondages «Goldberg», les sondages «Goldenberg» ou quels que soient les sondages qu'il étudie, il